



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 8 – 11 mars 2021

En bref

L'activité britannique a mieux résisté que prévu en janvier 2021 malgré les effets des mesures de confinement et du brexit, avec une chute de 2,9% par rapport au mois précédent (les économistes attendaient une baisse de 5%). Par ailleurs, l'OCDE a réévalué la croissance annuelle à la hausse, anticipant un taux de 5,1% en 2021 et 4,7% en 2022 (+0,9pp et +0,6pp par rapport aux précédentes prévisions).

LE CHIFFRE À RETENIR

104 MD£

Il s'agit du montant des prêts bancaires accordés aux PME en 2020, soit une augmentation de 82 % par rapport à 2019

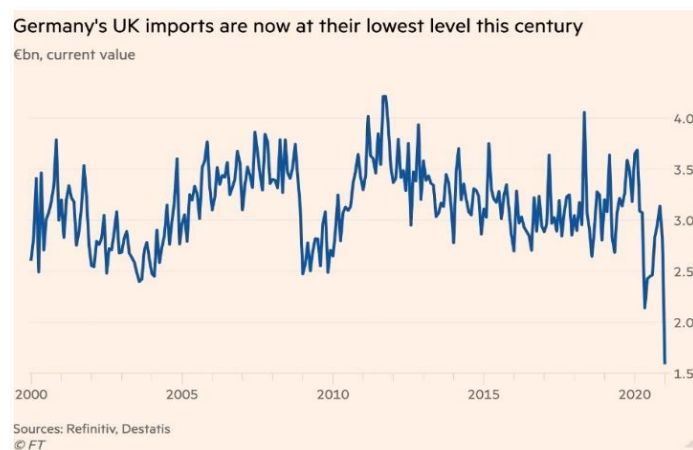
Fait marquant : Baisse marquée des échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et l'UE en janvier 2021

Selon les dernières statistiques de l'institut statistique britannique (ONS), le commerce de marchandises entre l'UE et le Royaume-Uni a fortement chuté en janvier 2021 en comparaison avec janvier 2020. Les exportations britanniques vers l'UE et les exportations européennes vers le Royaume-Uni ont respectivement accusé un repli de 41% et de 29% au mois de janvier 2021 en glissement annuel.

Illustrant cette baisse significative au niveau européen, les exportations françaises vers le Royaume-Uni et les importations britanniques en France ont respectivement chuté de 23% et de 33% en janvier dernier en comparaison avec janvier 2020. L'Italie a également fait état d'une baisse de ses exportations de 38 % en janvier en glissement annuel et d'une chute de 70 % des importations britanniques. Les exportations allemandes vers le Royaume-Uni ont chuté de 29% en janvier en comparaison avec le mois de janvier 2020. Les exportations britanniques vers l'Allemagne ont chuté de 50%

en janvier 2021 en glissement annuel, s'établissant à un niveau sans précédent depuis plus de 21 ans (cf. graphique ci-dessous).

Si le 1^{er} janvier dernier a marqué le retrait effectif du Royaume-Uni du marché unique, la fin de la période de transition ne saurait être l'unique facteur de l'effondrement des échanges de biens observé en janvier 2021. Parmi les autres facteurs explicatifs, l'ONS rappelle que le Royaume-Uni est entré en confinement général à partir du 4 janvier, ayant eu pour effet de ralentir les activités économiques. En outre, les données commerciales pour les mois de novembre et décembre 2020 ont montré une hausse importante des importations européennes au Royaume-Uni, traduisant une démarche d'accroissement des stocks par les entreprises britanniques à l'approche de la fin de la période de transition. Des tendances similaires avaient été observées lors des



précédentes dates butoirs du processus de retrait du Royaume-Uni de l'UE en mars et octobre 2020. Au regard des seules données du début d'année, il semble dès lors difficile de mesurer finement l'effet direct du Brexit sur l'intensité des échanges entre le Royaume-Uni et l'UE eu égard à la multiplicité des facteurs de nature à perturber les flux de marchandises. La publication dans les prochaines semaines des données pour le mois de février 2021 permettra de pondérer plus finement l'impact du retrait effectif du Royaume-Uni du marché unique sur les échanges.

Actualité macro-économique

La campagne de vaccination améliore les perspectives du rebond britannique selon le gouverneur de la Banque centrale – Lors d'un

[discours](#) prononcé lors d'un événement de la *Resolution Foundation*, le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE) a confirmé que les prévisions de la BoE seraient revues à la hausse lors de leur publication en mai. Andrew Bailey a cependant averti que les risques pesant sur l'inflation avaient augmenté, à la fois à la hausse et à la baisse (« increasingly two-sided nature of

the risks»), et que la trajectoire des prix à long-terme dépendait in fine de l'équilibre entre offre et demande. L'objectif de la BoE reste pour le moment de retrouver un taux d'inflation proche de la cible de 2 % (inflation à 0,6 % en janvier), mais la banque centrale réfléchit en parallèle aux meilleurs outils à déployer en cas de surchauffe de l'économie, et disposera à partir de cet été de la possibilité de faire passer les taux d'intérêt en territoire négatif s'il fallait stimuler l'économie.

Les ventes au détail ont crû de 1 % en février en glissement annuel après -1,3 % en janvier – Bien que les commerces non-essentiels soient restés fermés, les ménages semblent avoir repris confiance. Les ventes non-alimentaires en ligne ont augmenté de 82,2 % en février en glissement annuel, portant à 61 % leur part des ventes au détail contre 31 % un an auparavant. Les dépenses totales des ménages ont également rebondi, bien que toujours contraintes par la fermeture du secteur de l'hospitalité, à -13,8 % en février en glissement annuel contre -16,3 % en janvier d'après les données de Barclaycard. La réouverture des commerces non-essentiels le 12 avril, puis du secteur de l'hospitalité (en intérieur) à partir du 17 mai, devrait stimuler les dépenses des ménages de façon significative.

Le programme anglais «Test and Trace» fait l'objet de vives critiques du Parlement – Ce programme, piloté par le système de santé (NHS), a pour objectif de tester les personnes développant des symptômes et de contacter celles ayant été en contact avec des individus contaminés. Le président du comité parlementaire chargé de la supervision des dépenses publiques a rappelé que le programme avait coûté 23 Md£ pour l'année écoulée, soit l'équivalent du budget annuel du Ministère des Transports, sans que des «différences significatives» n'aient été observées sur l'évolution de la situation sanitaire. Le comité a indiqué que le programme restait trop dépendant de consultants, rémunérés jusqu'à 6 600 £ par jour (1 100 £ par jour en moyenne), ce qui constituait un montant «stupéfiant» pour les contribuables. Le directeur du programme *Test and Trace* a indiqué en réponse que le programme avait réalisé plus de 83 millions de

tests («plus que tout autre pays européen comparable») et qu'il avait réussi à contacter 93,6 % des personnes nécessitant un isolement.

La mise en place d'une taxe internationale sur les services numériques sera l'une des priorités de R. Sunak lors du G7 – Le Royaume-Uni a introduit en avril 2020 une taxe sur les services numériques (*Digital Services Tax* ou DST) de façon unilatérale, qui vise les géants numériques comme Amazon et Asos. La DST, comparable à la taxe sur les services numériques française, est un impôt sur le chiffre d'affaires découlant des services de moteurs de recherche, de réseaux sociaux ou de places de marchés en ligne, et rattachable à des utilisateurs britanniques. Le Chancelier a indiqué que l'une de ses priorités serait d'obtenir un accord international sur la façon de taxer les entreprises du numérique lors de la réunion des ministres des finances du G7 en juin. Il en aurait déjà discuté avec son homologue américaine, J. Yellen, qui aurait signalé être ouverte au débat.

Actualité commerciale

Le UK Board of Trade a publié son premier rapport : 'Global Britain, Local Jobs' – Créé en 2016, le *Board of Trade* est une entité gouvernementale rattachée au *Department for International Trade* travaillant à la promotion de la politique commerciale britannique. Dans un rapport publié le 10 mars dernier, il souligne que la politique commerciale doit constituer un des leviers de la reprise économique, et encourage le gouvernement à aider les entreprises britanniques à développer leurs activités commerciales à l'exportation. Au plan géographique, le rapport insiste sur l'importance de parvenir à des accords de libre-échange avec les Etats-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, et d'ouvrir des négociations commerciales avec l'Inde, les pays du Conseil de coopération du Golfe et du Mercosur. Concernant le volet institutionnel et multilatéral, le Board of Trade

préconise que le Royaume-Uni se positionne au premier plan de la réforme de l'OMC, en soutenant notamment un approfondissement des dispositions de l'Accord général sur le commerce des services, et en travaillant au déblocage de l'Organe d'appel ainsi qu'à la mise en œuvre de disciplines renforcées en matière de subventions industrielles.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Un nouveau programme de prêts garantis sera opérationnel en avril 2021 – Le *Recovery Loan Scheme* (RLS) remplacera à la fois le *Bounce Back Loan Scheme* (BBL) et le *Coronavirus Business Interruption Loan Scheme* (CBILS/CLBILS). Le RLS prendra le relais à partir du 6 avril jusqu'à la fin de l'année 2021. Les entreprises pourront bénéficier d'un emprunt de 25 000 £ à 10 M£ (de 1000 à 10M£ pour de l'affacturage) mais ces prêts ne seront garantis qu'à hauteur de 80 % par le Trésor (au lieu de 100% pour l'actuel prêt garanti pour les PME), avec une maturité de 6 ans (3 ans pour l'affacturage). Par ailleurs, les banques devront procéder à des vérifications de crédit et de fraude pour tous les demandeurs (contrairement au BBL) et les intérêts et frais seront facturés dès le départ. Les taux seront laissés à la discrétion des banques commerciales distribuant ces produits. Ce nouveau programme sera ouvert à toutes les entreprises, y compris celles qui ont déjà emprunté dans le cadre des programmes précédents.

Les régulateurs britanniques lancent une [consultation](#) sur les exigences de marge bilatérale pour les dérivés de gré à gré – Les propositions de la PRA et de la FCA visent à établir ou à étendre des exemptions pour

certaines produits soumis à des exigences de marge bilatérale, et à aligner les étapes de mise en œuvre et les seuils sur les normes du Comité de Bâle et de IOSCO, entraînant des modifications à la réglementation européenne *onshored* BTS 2016/2251. Pour rappel, les exigences de marge pour les produits dérivés non compensés ont été mis en place afin de réduire le risque systémique et promouvoir la compensation centrale. La [consultation](#) est ouverte jusqu'au 19 mai 2021.

Le Royaume-Uni révisera la surtaxe sur les bénéfices des banques à l'automne 2021 – Le Chancelier a annoncé lors de la présentation du budget la révision de cette surtaxe, qui représente actuellement 8% des bénéfices des banques. Calculée sur la même base que l'impôt sur les sociétés, elle a rapporté 1,5 Mds£ au gouvernement en 2019-20. Le gouvernement considère que la surtaxe de 8% impliquerait un désavantage compétitif pour les banques britanniques consécutivement à l'augmentation de l'impôt sur les sociétés à 25 % à compter de 2023 (actuellement de 19 %). La révision permettra au gouvernement de s'assurer que la charge fiscale combinée pour les banques n'augmente pas de manière significative. L'association professionnelle *TheCityUK* a salué la décision, tandis que *UK Finance* a exhorté le gouvernement à élargir son examen pour y inclure également la révision de la contribution fiscale totale du secteur bancaire. Les changements seront présentés à l'occasion du budget d'automne.

Un rapport du think tank britannique *Policy Exchange* propose un plan en 12 points pour un système financier global vert et résilient – Les 12 [recommandations](#) portent sur la supervision et la gestion des risques environnementaux ainsi que sur les mesures à prendre pour aligner le financement et l'investissement sur des objectifs verts. Par exemple, le rapport recommande la prise en compte des risques environnementaux dans les exigences en matière de fonds propres, ou encore des risques liés aux *stranded assets*

pour les programmes d'achat d'actifs; les entreprises pourraient également être tenues d'adopter des « plans d'alignement sur les objectifs environnementaux ». Le rapport appelle également le Royaume-Uni à nouer des partenariats avec les États-Unis de Joe Biden ainsi qu'avec l'Italie - qui co-organise la COP26 et préside également le G20 cette année - et encourage la collaboration avec la Chine.

2 Banques et Assurances

HSBC lance un programme de prêts pour les PME britanniques – L'objectif du programme de 15 Mds£ est de soutenir les entreprises britanniques à innover et à se développer dans le cadre de la relance post-Covid-19 et du Brexit. Il a pour objectif spécifique de stimuler la croissance dans les régions du pays, avec plus de 10 Mds£ affectés à cette ambition territoriale. Par ailleurs, 2 Mds£ du total seront dédiés aux entreprises exportatrices, tandis que 1,2 Mds£ sera fléché vers le secteur agricole. Deux nouveaux programmes de prêts d'une valeur de 500 M£ chacun sont également créés cette année à destination des entreprises technologiques. D'après une étude de la banque, près des deux tiers des entreprises britanniques envisagent d'augmenter leurs investissements au cours de l'année prochaine. Parallèlement, 71 % d'entre elles s'attendent à avoir retrouvé les niveaux de bénéfices d'avant la pandémie d'ici la fin 2022.

La Lloyds Bank envisage de devenir un acteur du marché locatif en achetant puis louant des logements neufs et existants dans tout le Royaume-Uni – Selon le FT, cette initiative, baptisée « *Project Generation* », prend place dans un contexte de taux d'intérêts peu élevés et de recherche de nouvelles sources de revenus pour les banques. La Lloyds est le plus grand prêteur hypothécaire du Royaume-Uni, et le groupe entretient des relations avec presque tous les plus grands constructeurs de logements du pays à travers son activité de banque commerciale. Ces dernières années, Lloyds a également investi directement dans plusieurs projets de logement avec des promoteurs plus petits, dans le cadre d'un [partenariat](#) avec *Homes England*. La banque espère profiter de ses faibles coûts de financement et de sa connaissance du marché du logement pour devenir un acteur majeur du secteur, actuellement fragmenté et dominé par les petites entreprises et les investisseurs individuels.

La filiale britannique de Greensill Capital a déposé le bilan – Après le retrait d'une garantie de 4,7 milliards de dollars le 1er mars, Greensill a perdu le soutien de plusieurs partenaires financiers, dont Credit Suisse, qui a gelé l'un de ses fonds. Greensill Capital s'était notamment spécialisé dans l'affacturage inversé, par lequel un client sollicite un agent financier pour que ce dernier paye directement ses fournisseurs, avec la mise en place d'un échéancier de remboursement de cette dette.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international